

DÉPENSES	Permanent. Temporaires		TOTAL. ALLOCATIONS	
	et extraordinaires.		de l'exercice 1872.	
Encouragements à l'agriculture et propagation de connaissances rationnelles y relatives	76,833	43,450	120,283	168,036
Arpentage, péquation	84,442	640,478	724,920	799,693
Aménagement des forêts	587,728	—	587,728	641,603
Subventions pour éducation d'enfants et menues dépenses diverses	751,168	132,464	883,632	803,794
Total du ministère des domaines	6,056,058	3,415,714	9,471,772	9,588,863
10. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Administration centrale	1,813,084	28,698	1,841,782	1,835,749
Censure	258,450	1,470	259,920	259,920
Administration provinciale	18,070,762	653,159	18,723,921	18,455,024
Service de l'instruction	71,580	2,629	74,209	74,481
Service de santé et quarantaines	1,023,067	28,430	1,051,497	1,063,688
Cultes étrangers	1,702,695	195,626	1,898,321	1,911,979
Entretien des prisons, des étapes et autres dépenses pour les prisons	2,357,970	76,873	2,434,843	1,842,511
Subventions aux établissements de l'assistance publique, aux villes et à diverses institutions et dépenses de bourses pour les églises	1,997,701	1,311,058	3,308,759	3,410,899
Besoins militaires locaux dans les gouvernements du royaume de Pologne	1,653,724	—	1,653,724	1,976,850
Loyer et entretien d'édifices	947,633	97,037	1,044,670	1,219,936
Réception, distribution et expédition des correspondances par la poste et les télégraphes.	2,386,473	25,000	2,411,473	2,459,226
Subvention pour l'entretien des relais de poste	7,285,578	46,536	7,332,114	7,122,162
Télégraphes	—	350,000	350,000	383,563
Entretien et réparation capitale des stations et des fils télégraphiques	803,688	—	803,688	748,831
Dépenses diverses	210,936	10,783	221,719	237,019
Total du ministère de l'intérieur	40,083,341	2,827,299	42,910,640	42,496,638
11. MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
Administration centrale	176,966	21,301	198,267	197,267
Administration des arrondissements scolaires	334,305	47,251	381,556	392,432
Universités et lycées	2,461,226	14,405	2,475,631	2,348,695
Gymnases	4,675,419	53,743	4,729,162	4,282,445
Écoles de district, paroissiales et primaires et établissements spéciaux	2,809,183	69,813	2,878,996	2,550,012
Dépenses pour les Grées-Unis	253,322	78,500	331,822	190,643
Subvention pour les sciences et l'enseignement, dépenses de construction, préparation de professeurs et maîtres et menues dépenses diverses	974,692	332,489	1,307,181	1,294,007
Total du ministère de l'instruction publique	11,685,113	617,602	12,302,615	11,255,601
12. MINISTÈRE DES VOIES DE COMMUNICATION.				
Administration centrale	907,213	261,762	1,168,975	1,070,714
Administration locale	1,476,496	57,174	1,533,670	1,493,526
Service de l'enseignement	132,692	13,337	146,029	143,958
Voies fluviales	646,643	629,274	1,275,917	1,506,160
Routes	3,433,745	562,255	3,996,000	3,944,368
Construction et entretien des édifices et des ouvrages d'art	17,000	134,468	151,468	67,000
Dépenses des chemins de fer Nicolas, Moscou-Koursk et Livny	6,833,162	60,280	6,893,442	7,200,992
Subventions (garanties) aux compagnies de chemins de fer	—	11,460,355	11,460,355	7,000,000
Total du ministère des voies de communication	13,446,851	13,178,955	26,625,806	22,426,718
13. MINISTÈRE DE LA JUSTICE				
Sénat dirigeant et institutions de son ressort	1,361,247	31,692	1,392,939	1,410,928
Administration centrale, Institutions judiciaires de gouvernement, de district, d'arrondissement, et spéciales à certaines localités	212,598	14,829	227,427	237,900
Contrôle provincial et de district	7,110,043	177,301	7,287,344	7,339,210
Arpentage	366,067	—	366,067	347,781
Ecole impériale de droit	901,489	138,191	1,039,680	958,981
Dépenses diverses	189,157	—	189,157	189,157
Dépenses diverses	70,801	30,070	100,871	100,020
Total du ministère de la justice	10,211,402	392,083	10,603,485	10,583,977
14. CONTRÔLE DE L'EMPIRE.				
Entretien du contrôle de l'Empire, et des institutions de son ressort, dépenses économiques et autres	1,786,929	257,136	2,044,065	2,000,661
15. DIRECTION GÉNÉRALE DES HARAS DE L'EMPIRE.				
Administration centrale	69,912	—	69,912	69,962
Haras de l'Etat et établissements hippiques à Moscou et à St-Petersbourg	210,500	3,000	213,501	211,507
Dépenses économiques d'exploitation	315,258	15,000	330,258	348,658
Dépenses de construction et autres	57,410	6,250	63,660	62,502
Total pour les haras de l'Empire	653,081	24,250	677,331	692,629
16. DÉPENSES DANS LE RESSORT DE LA JUSTICE POUR LE ROYAUME DE POLOGNE.				
17. ADMINISTRATION CIVILE DU TRANSCAUCASE				
Frais de l'administration civile et de l'organisation du Transcaucase	5,326,941	839,663	6,166,604	5,620,678
Total des dépenses ordinaires de l'Etat	349,848,369	144,343,960	494,192,329	469,439,959
B. NON-VALEURS DANS LES RECETTES	1,000,000	—	1,000,000	1,000,000
C. DÉPENSES D'ORDRE.				
Volumes de lois livrés pour le compte du Trésor et travaux pour les grands corps de l'Etat exécutés par l'imprimerie de la 2 ^e section de la chancellerie particulière de S. M. l'Empereur	105,370	—	105,370	105,328
Métaux bruts et ouvrés produits par les mines et usines de l'Etat pour les ministères de la guerre, de la marine et des voies de communication	3,287,379	365,078	3,652,457	4,127,015
Arpentages effectués dans les gouvernements de Poltava et de Tchernigov.	35,000	200,000	235,000	242,000
Entretien et dépenses économiques de l'expédition de la fabrication des papiers de l'Etat	1,025,381	2,217	1,027,598	762,154
Traitement supplémentaire des médecins de district et des villes; frais de publication de manuels et recueils de médecine légale et d'hygiène publique	242,217	—	242,217	241,550
Vivres, fourrages et autres cédés à des administrations et autres dépenses faites par certaines administrations pour le compte d'autres administrations	1,800,682	285,078	2,085,760	2,033,433
Dépenses diverses remboursables	8,845,477	3,069,862	11,915,339	11,936,816
Total des dépenses d'ordre.	15,341,506	3,922,235	19,263,741	19,448,296
Total.	366,189,875	148,266,195	514,456,070	488,888,255

(1) Dont :

- a. Frais ordinaires d'administration
b. Non-vaux dans les recettes
c. Dépenses d'ordre
d. Dépenses pour construction de chemins de fer et pour le creusement des ports et le terrassement des mûles à Odessa couvertes par des ressources extraordinaires spécialement destinées à cet emploi

(Messenger officiel.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le 6 janvier, jour de l'Épiphanie, M^{re} Isidore, métropolite de Novgorod et de St-Petersbourg, assisté des membres du saint-synode et du clergé de la cour, a célébré le service divin dans la grande chapelle du palais, en présence de S. M. l'Empereur, de LL. AA. II. M^{res} les grands-ducs Vladimir Alexandrovitch, Constantin Nicolaïevitch et Nicolas Constantinovitch, M^{res} les princes Romanovsky, ducs de Leuchtenberg, Serge Maximilianovitch et Georges Maximilianovitch, M^{re} le prince Pierre-Géorgievitch d'Oldenbourg, LL. AA. M^{res} les princes Nicolas Pétrovitch et Alexandre Pétrovitch d'Oldenbourg, S. A. G.-D. M^{re} le duc de Mecklenbourg-Strelitz, ainsi que des membres du conseil de l'Empire, des ministres, des sénateurs, des curateurs honoraires, des secrétaires d'Etat, des cavaliers de la cour et des officiers de tout grade de la garde, de l'armée et de la flotte.

S. M. l'Impératrice et S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Marie Alexandrovna ont assisté à la messe dans la petite chapelle du palais d'Hiver. LL. AA. II. M^{res} les grands-ducs Serge Alexandrovitch et Paul Alexandrovitch se trouvaient dans les rangs des troupes postées dans les salles du palais: la galerie des Portraits, la salle des Armoirs, la salle des Maréchaux, la petite avant-salle et le Bas corridor du Jourdain.

Les membres du corps diplomatique sont arrivés pendant la messe, à midi. Ils ont assisté à la cérémonie, avec leurs dames, des fenêtres de la salle Nicolas.

Après la messe la procession est sortie de la grande chapelle du palais dans l'ordre suivant :

1. Le commandant militaire de la place de St-Petersbourg, accompagné de son état-major;
2. Deux maîtres des cérémonies;
3. Un desservant portant une lanterne d'église;
4. Un diacre portant la croix de l'autel;
5. Les bannières de la cathédrale d'Isaac; sur les côtés deux coureurs et deux fourriers de la cour;
6. Le clergé de la cour; sur les côtés des laïques de la cour;
7. Les bannières de la chapelle du palais; sur les côtés deux coureurs et deux fourriers de la cour;
8. Les chœurs de la cour, précédés de fourriers de la chambre;
9. Le clergé diocésain et le haut clergé portant les images, sur les côtés, des pages et des grenadiers du palais.

M^{re} le métropolite Isidore, la croix en tête et accompagné de deux archimandrites. Sur les côtés, un sénateur et un grand-maître des cérémonies.

M^{re} le métropolite était suivi par S. M. l'Empereur, entouré du ministre de la cour, de l'aide de camp général de service, du général-major de la suite et de l'aide de camp de service et LL. AA. II. M^{res} les grands-ducs et autres hauts personnages.

Pendant la marche de la procession les troupes rangées dans les salles du palais rendaient les honneurs militaires et tous les drapeaux et étendards se joignaient à la procession, qui s'avancait par la galerie des Portraits et par les salles : des Armoirs, de Pierre le Grand, des Maréchaux, la galerie Pompiéenne, l'avant-salle et l'escalier de parade, et est sortie par le portique du Jourdain pour arriver à l'église élevée sur la Neva.

M^{re} le métropolite Isidore a procédé à la bénédiction des eaux, en y plongeant par trois fois la sainte croix, au bruit de 101 coups de canon tirés de la forteresse.

Après la bénédiction des eaux, le métropolite a aspergé d'eau bénite les drapeaux et étendards, et la procession est rentrée au palais dans le même ordre. (Messenger officiel.)

La douloureuse nouvelle de la mort de S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Hélène Pavlovna est parvenue au comité des ministres aujourd'hui pendant qu'il était en séance. Celle-ci a été immédiatement levée et les membres du comité se sont rendus directement à l'instant même au palais Michel afin d'assister aux prières de mort.

S. M. l'Empereur a reçu en audience le 7 décembre MM. le lieutenant-général Schelashnikov, gouverneur militaire de la ville d'Irkoutsk et gouverneur civil de la province du même nom, et le conseiller d'Etat actuel Klioumov, gouverneur de Samara. (Idem.)

Le Messenger d'Odessa annonce que le conseil municipal d'Odessa a procédé le 3 janvier à la distribution de la somme de 8,000 roubles accordée au profit des pauvres par le conseil, dans sa séance du 21 décembre, en souvenir du jour des prières publiques pour le rétablissement de la santé de S. A. I. M^{re} le grand-duc césarévitch.

On écrit de Tver au Monde russe que le Volga a débâché le 3 janvier par suite du dégel persistant et des pluies continuelles. Le niveau du fleuve s'est élevé de deux sagènes.

Un orage accompagné d'éclairs et de tonnerre a éclaté à Kiev le 2 janvier.

(Kievianine.)

Bulletin de la variolo à St-Petersbourg les 5, 6 et 7 janvier 1873 :

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 5 janvier,			
Cas nouveaux,	171	60	231
Gueris,	9	2	11
Décès,	4	4	8
Il restait en traitement au 6 janvier,	174	58	232
Cas nouveaux,	4	6	10
Gueris,	5	1	6
Décès,	2	—	2
Il restait en traitement au 7 janvier,	171	63	234
Cas nouveaux,	2	4	6
Gueris,	1	3	4
Décès,	1	—	1
Il restait en traitement au 8 janvier,	167	64	231
Total depuis l'apparition de la variolo (du 1 ^{er} avril 1872 au 8 janvier 1873) :			
Cas,	3080	1759	4839
Gueris,	1929	1066	2995
Décès,	1010	623	1633

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

La veille du jour où le Messenger officiel a publié le rapport de M. le ministre des finances, que nous avons reproduit dans notre avant-dernier numéro, il avait communiqué la note suivante, qu'il importe de connaître pour l'intelligence du budget inséré aujourd'hui dans la partie officielle :

Lorsque, en 1862, fut déterminée la forme du budget et des comptes de prévision, il fut arrêté que dans le budget ainsi que dans des comptes seraient indiqués, sous la rubrique des recettes, les frais de perception de chaque chapitre et le revenu net prévu, et que, sous la rubrique des dépenses, les frais de perception seraient séparés des frais de l'administration générale de l'Empire. Le but de cette distinction était de se procurer des données aussi positives que possible, sur la force productive réelle des différentes branches de revenus et sur le mérite des systèmes de perception en vigueur.

L'expérience a démontré cependant que le système adopté en 1862 n'atteignait pas le but, et cela autant par l'absence de bases certaines pour la détermination des dépenses qui peuvent être classées dans la catégorie des frais de perception que par suite de ce que les chiffres de ces frais sont établis dans le budget sur la base de prévisions, justifiées, il est vrai, autant que possible, mais se modifiant néanmoins souvent à cause des nombreuses demandes de crédits supplémentaires faites par les différentes branches de l'administration.

On s'est demandé, par suite de ces considérations, s'il ne vaudrait pas mieux exclure entièrement les frais de perception du budget de l'Empire et des comptes de prévision, en ne les indiquant que dans les règlements définitifs. En examinant de plus près cette idée, on a trouvé cependant que, par rapport aux comptes financiers proprement dits, il était encore douteux qu'il fallût en exclure toute indication des frais de perception, ou bien si le procédé actuel de leur fixation devait être remplacé par un autre plus conforme au but.

Pour ce qui est du budget de l'Empire, l'indication des frais de perception se trouve inutile, par suite des causes déjà mentionnées, et peu en rapport avec la destination du budget, qui n'est qu'un état comparé des dépenses prévues de l'Etat avec les moyens dont il dispose pour couvrir ces dépenses, ce qui rend inutile toute indication ultérieure et plus détaillée du genre des dépenses et du rapport du revenu brut au revenu net, tandis que, d'après les explications fournies par le ministre des finances, la fixation des frais de perception provoque des difficultés pour l'établissement définitif du budget.

En conséquence, le conseil de l'Empire, réservant la question de la détermination du chiffre des frais de perception dans les comptes financiers des ministères et des administrations générales, question qui doit être examinée à part, conformément à la demande du contrôleur de l'Empire et aux conclusions du département d'économie et des finances, — a reconnu que l'indication des frais de perception dans le budget de l'Empire pourrait être immédiatement supprimée.

Conformément à cette décision, revêtue de la sanction souveraine le 26 décembre 1872, le budget de l'Empire pour 1873 est établi dans une forme modifiée et nouvelle, c'est-à-dire que du budget des recettes sont exclues les colonnes où l'on indiquait autrefois les frais de perception et le revenu net, et que dans le budget des dépenses il n'est plus fait de distinction entre les frais de perception et les frais d'administration générale.

La Société impériale russe de géographie tiendra sa séance annuelle demain mercredi, 10 janvier, à 7 1/2 heures du soir, à l'hôtel du ministère de l'instruction publique.

Ordre du jour de la séance :

1^{re} Election du vice-président de la Société, de trois membres du conseil, du trésorier de la Société, de sept membres de la commission de révision, de membres honoraires et de membres effectifs.

2^{re} Distribution des médailles Constantin, petites médailles d'or, médailles d'argent et de bronze.

3^{re} Lecture du compte-rendu des travaux de la Société en 1872 par le secrétaire de la Société.

N.B. Les membres seuls seront admis à cette séance.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

La crise gouvernementale en France, tout apaisée qu'elle est en général, éclate de temps en temps par des incidents plus ou moins graves. C'est ainsi qu'après avoir décerné samedi un *satisfecit* au ministre de l'Intérieur, le parti conservateur a trouvé moyen d'insinuer hier au ministre de l'instruction publique qu'il ne lui agréait pas, malgré toutes les concessions qu'il a pu faire aux idées de la majorité. Un vote de censure dirigé contre M. Jules Simon, à propos de sa circulaire de l'autisme dernier, avait été proposé par M. Johnston; le chef du centre gauche (nuance républicaine), M. Christophle, y avait opposé un ordre du jour que le ministre avait accepté, et l'Assemblée ayant décidé de mettre au vote cet ordre du jour avant de procéder au scrutin sur la motion Johnston, la droite s'est abstenue et a ainsi empêché l'Assemblée de voter. La droite, qui avait réussi naguère à renverser M. Lefranc par une majorité de 5 voix, n'a pas pu obtenir cette fois un vote analogue contre M. Jules Simon, le seul des membres du gouvernement du 4 septembre qui soit resté au pouvoir.

Ce n'est pas le seul échec que le parti conservateur ait eu à subir ces jours derniers; il en a eu un autre de la part de la cour d'Amiens, qui a rendu un arrêt de non-lieu sur les poursuites intentées par le parquet contre un certain nombre de citoyens signataires d'une protestation contre toute prétention des membres de l'Assemblée Nationale de donner une Constitution au pays, et invitant MM. les députés à se séparer immédiatement après le vote des lois de finances pour faire place à une Assemblée Constituante élue conformément au décret du 5 mars 1848. La cour d'Amiens a fondé son arrêt sur ce que le droit de pétition est indéniable, et que l'exercice de ce droit vis-à-vis de l'Assemblée elle-même ne saurait être dès lors considéré comme une attaque contre ses droits et son autorité.

Le Times annonce de Paris, le 16, que le président de la république a eu une longue entrevue avec lord Lyons et le comte de Rémusat, en vue de la solution des questions ayant rapport au traité de commerce qui sera sous peu soumis à la ratification de l'Assemblée. Après l'entrevue, le président de la république a reçu la commission nommée pour surveiller les expériences d'artillerie qui se font à Calais, expériences auxquelles M. Thiers avait promis d'assister si l'état des affaires rendait la chose possible.

Le projet de réforme de l'organisation politique actuelle des grands-duchés de Mecklenbourg n'avait jamais eu, aux yeux de la presse libérale allemande, beaucoup de chances de succès et maintenant on peut en effet considérer ce qu'on appelait la « réforme constitutionnelle » comme ayant échoué. La couronne et la noblesse se seraient mises assez facilement d'accord, mais les représentants des villes et des campagnes n'ont pas jugé suffisantes les concessions qu'on leur offrait et ont déclaré, comme nous l'avons dit, ne pas voir dans les projets du gouvernement les bases d'une réforme salutaire et complète de

l'organisation politique du pays. En conséquence, la Diète des grands-duchés, réunie à Malchin, vient de clore sa session et le message de clôture s'exprime dans les termes suivants sur la question constitutionnelle :

« Les délibérations n'ont pas encore abouti à une entente quant à la modification de l'organisation politique, mais S. A. R. le grand-duc, sur le désir de la Diète et vu la longue durée de la session, consent à ajourner les débats, dans l'espoir qu'à la reprise de la question, les délibérations suivront une marche favorable. »

La National-Zeitung, commentant ce point du message, croit que la Diète mecklenbourgeoise n'acceptera jamais des projets de réformes pareils à ceux qui lui avaient été soumis dans la dernière session, et qu'il ne faut point prendre à la lettre les mots d'« ajournement » et de « reprise des débats », vu que, d'après les expériences du passé, l'ajournement équivaut à l'abandon, et que, s'il est jamais question de renouer les délibérations sur la réforme constitutionnelle, ce ne sera pas une « reprise », mais bien une négociation toute nouvelle, sur la base d'autres propositions.

Les journaux espagnols de tous les partis se préoccupent vivement d'un incident dont le télégraphe ne nous a fait aucune mention. Mardi de la semaine dernière, disent-ils, le roi Amédée a fait appeler au palais le maréchal Serrano, duc de la Torre, et lui a offert le pouvoir, que le maréchal a décliné. Nous ne savons pas ce qu'il y a de fondé dans cette nouvelle et, en attendant des informations ultérieures, nous nous bornerons à citer les appréciations d'un certain nombre de journaux de Madrid. L'Imparcial, organe ministériel, constate la profonde impression produite sur les conservateurs par l'entrevue du duc de la Torre avec le roi. Cette circonstance imprévue, dit-il, a ranimé les espérances du parti conservateur. La Correspondencia rapporte que le maréchal, amèrement courroucé par quelques conservateurs pour s'être rendu au palais, a été applaudi par d'autres, qui sont d'avis qu'il n'a fait qu'accomplir son devoir. D'autres encore, ajoute la Correspondencia, croient voir dans ce fait un bon augure pour l'avenir du parti. Dans les cercles officiels (où cette feuille est censée recevoir ses inspirations) on assure que la conférence du duc de la Torre est restée étrangère à la politique et n'avait pour objet que les affaires du palais. El Diario espanol et El Debate, organes conservateurs, reproduisent le fait sans aucun commentaire. El Pensamiento espanol signale les bruits que la démarche du duc avait fait courir parmi les républicains et les conservateurs dans la salle des conférences. On y disait que le duc de la Torre, cédant aux prières du roi Amédée, avait tracé à Sa Majesté un tableau terrible de la situation du pays, en lui présentant les finances en ruine, les carlistes maîtres du Nord de l'Espagne, Cuba et Porto-Rico près d'être perdues pour toujours. Le roi aurait ensuite prié le duc d'accepter le pouvoir, offre que le duc a cru devoir décliner. El Tiempo, organe antidynastique, suppose que le chef de l'Etat a voulu connaître l'opinion de l'ex-régent dans la grave situation où se trouve l'Espagne. Le général Serrano a montré, d'après ce journal, cette réserve diplomatique qui convient à quiconque se vante d'être homme politique, lorsqu'il s'agit de juger les actes de ses adversaires au pouvoir, et a dit au souverain que le gouvernement seul possédait des données pour juger la situation. El Tiempo partage l'avis des radicaux, que le duc de la Torre a été appelé au palais sur les instances de M. Ruiz Zorilla. La Política, organe conservateur, qui s'applique depuis longtemps à représenter l'ex-régent comme étant brouillé avec la dynastie, n'ajoute aucune foi aux bruits que la visite du duc de la Torre au palais a fait courir à Madrid. Elle croit, au contraire, que cette circonstance ne changera rien à l'état de choses actuel et que les radicaux, tout tort de s'alarmer. Quant au duc de la Torre, la Política est convaincue que son attitude est la même aujourd'hui qu'au mois de juin, époque à laquelle il aurait déclaré au roi qu'il ne serait plus son ministre. La Iberia, enfin, croit savoir que quelques instants après que le duc de la Torre eut quitté le palais, le roi Amédée a reçu la visite des présidents des deux Chambres, M. Rivero et Figuerola.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, lundi 20 janvier, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. Johnston a déposé une interpellation proposant de censurer le ministre des cultes et de l'instruction publique pour sa circulaire qui modifiait le système d'enseignement. Un ordre du jour présenté par M. Christophle, et que M. Jules Simon acceptait, avait obtenu la priorité par 353 voix contre 303, mais la droite s'est abstenue dans le vote sur l'ordre du jour lui-même, le scrutin a été nul par suite d'insuffisance de votants.

La commission des Trente s'est réunie aujourd'hui, mais elle n'a pris encore aucune décision.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

L'élection d'un député au Parlement de l'empire vient d'avoir lieu à Kaiserslautern. M. Petersen, candidat national-libéral, qui l'a emporté à l'énorme majorité de 5,238 suffrages sur 6,095 votants. Le docteur Jacoby a réuni 841 suffrages, et les autres voix se sont éparpillées sur divers candidats.

Hier, 20 janvier, s'est ouverte à Francfort sur le Main l'assemblée générale des députés de toutes les compagnies de chemin de fer d'Allemagne. Parmi les questions dont elle s'occupera

19 janvier
St-Petersbourg
On est parvenu à deux exceptions près, à tracer la frontière de telle façon qu'elle ne coupe aucune limite locale.

— Le journal *American Register*, qui paraît à Paris, publie une lettre du chirurgien anglais Thompson, expliquant les causes de la mort de Napoléon et protestant contre les comptes rendus complètement inexacts des journaux français sur la manière d'opérer; il démontre que l'opération pratiquée par lui était la seule possible dans la situation.

— On lit dans la *Patrie* :
« Un nouveau navire de guerre, le transport à vapeur le *Rhin*, partira prochainement de Toulon pour Nîmes. Il prendra à son bord un convoi de condamnés ordinaires appartenant à la catégorie de ceux qui vont être dirigés sur les pénitenciers de la Nouvelle-Calédonie, en exécution de la décision qui prescrit l'évacuation du bagne de cette ville.

— L'indépendance de ces condamnés, le *Rhin* embarquera un certain nombre de transports destinés aux établissements spéciaux de la presqu'île Ducos et de l'île des Pins. L'embarquement en outre un matériel agricole considérable, plus des grains fourragères et des plantes potagères qu'on veut acclimater dans l'île. D'après les derniers renseignements que le gouvernement a reçus de Nîmes, les déportés demandent presque tous à travailler à la terre ou à des ouvrages de leurs professions. L'administration s'empresse d'acquiescer à leurs vœux et envoie dans ce but le matériel nécessaire.

Grande-Bretagne.

Les journaux de Londres discutent les chances de la dynastie napoléonienne et la signification du pèlerinage de tant de nobles bonapartistes à Chislehurst pour assister aux obsèques de Napoléon III. Le *Times* reconnaît que les hommages rendus à la mémoire de Napoléon III ont un encouragement pour le parti bonapartiste. « Les partisans des dynasties dépossédées, dit l'organe de la Cité, sont toujours enclins à espérer contre tout espoir et pourquoi les bonapartistes feraient-ils exception à cette règle ? Le dernier plébiscite en faveur d'un Bonaparte est encore si récent et pourquoi la légende napoléonienne ne pourrait-elle servir à Napoléon IV comme elle a servi à Napoléon III ? En outre, ajoute le *Times*, le parti bonapartiste est plus compact que la plupart des autres fractions politiques, ce qui est un grand avantage dans un pays comme la France, où la société a été pulvérisée par les révolutions successives. Malgré ces avantages, le *Times* ne croit pas à la possibilité d'une prochaine restauration bonapartiste. « Lorsqu'il s'agit d'une nation, dit-il, les influences qui déterminent les petites coteries de la société ne signifient pas grand-chose. Le nom de Napoléon a évidemment perdu son prestige en France. Les paysans sont devenus indifférents. Les circonstances dans lesquelles Napoléon III fut élu président et empereur n'existent plus. Le parti français n'a plus besoin d'un « sauveur », par la simple raison que l'expérience a démontré que le gouvernement actuel est parfaitement capable de diriger la révolution. La dictature est devenue absolument impopulaire en France. L'héritier de l'empereur est un enfant et le prince Napoléon est impopulaire. De tout cela, le *Times* conclut que l'impérialisme a pour longtemps disparu de la scène politique.

Le *Daily Telegraph* ne partage pas l'opinion du *Times*. Il admet que la mort de l'empereur a produit un grand changement dans la situation du parti bonapartiste, mais il croit néanmoins que M. Thiers se trompe s'il compte sur l'effacement prochain de ce parti. « Les bonapartistes, dit le journal ministériel, sont trop habiles pour laisser leurs forces. Ils savent qu'en cessant d'être une masse compacte, ils perdraient toutes leurs chances de succès et ils ont au moins un prince autour duquel tous peuvent se grouper. Le prince impérial sera certainement le chef du parti bonapartiste. Il est libre de toute responsabilité à l'égard des désastres et des calamités qui ont accablé la France. Il peut faire valoir que l'impérialisme représente un principe de gouvernement plutôt qu'un homme particulier. L'empire est basé sur la conviction qu'une grande démocratie centralisée comme la France ne peut être gouvernée ni par la république, ni par la monarchie constitutionnelle, mais uniquement par un empereur, à la fois librement élu et muni d'un pouvoir despotique. Il est fondé sur la croyance éminemment gauloise que l'Etat doit être à la fois un tuteur tout-puissant et le meilleur des administrateurs. Sans doute, le système impérialiste ne peut être appliqué que par un homme d'une certaine capacité, mais il n'est pas nécessaire que le moteur réel soit le chef apparent de l'Etat. Nous n'approuvons pas ces théories, ajoute prudemment le *Telegraph*, nous constatons seulement leur existence. Ce qui est certain, c'est que les princes et les ex-ministres réunis à Chislehurst ne renonceraient pas à l'espoir de profiter des divisions de la république.

Le *Morning Post* (whig, libéral et bonapartiste) continue son plaidoyer en faveur de la dynastie impériale. Ceux qui en France, et en Angleterre, dit-il, regardent l'empire comme une chose morte se trompent singulièrement. L'empire est aujourd'hui tout aussi vivant qu'il l'était lorsque Napoléon III habitait Chislehurst. Par son dernier plébiscite, la France a formellement accepté non-seulement l'empereur, mais encore la dynastie impériale. L'empereur est mort, la dynastie lui survit et le prince impérial occupe absolument la même position que son père. L'empire est suspendu et le gouvernement actuel de la France n'est qu'un expédient temporaire. La mission de ce gouvernement est de rétablir l'ordre et de débarrasser le pays de l'occupation allemande; lorsque ce but aura été atteint, la France songera à se donner un gouvernement définitif. Il est possible qu'elle ne choisisse pas immédiatement l'empire et qu'elle ait besoin de traverser de nouvelles crises pour comprendre la nécessité de la dynastie napoléonienne, mais le *Post* ne doute pas du succès définitif des bonapartistes et les engage à se grouper autour de Napoléon IV.

Le *Daily News* (libéral avancé) est plus sévère pour Napoléon III, et ne voit pas que la France soit tombée assez bas pour avoir besoin du remède bonapartiste. « Le culte napoléonien, dit le *Daily News*, s'est visiblement en France et, avec lui, diminuent les espérances des bonapartistes. Sans doute, les descendants de ceux qui ont été enrichis et qui ont joué un rôle sous le règne de Napoléon III, des aventuriers et des spéculateurs de toute sorte, demeurent fidèles à la cause bonapartiste, parce que son triomphe leur permet des avantages personnels qu'ils ne pourraient obtenir d'une autre manière. Mais tout cela ne constitue pas un parti semblable à celui de la légitimité et de l'orléanisme. Le bonapartisme sera une conspiration permanente. » Le *Daily News* espère, toutefois, que la disparition du prestige napoléonien en France est assez complète pour rendre cette conspiration impuissante, du moins dans l'avenir immédiat.

— On écrit de Londres au *Gaulois*, 16 janvier :
« Ce matin, un guet-apens a été tendu à

par bornes de 1 mètre 3 centimètres de haut, éloignées les unes des autres de 100 mètres. On est parvenu, à deux exceptions près, à tracer la frontière de telle façon qu'elle ne coupe aucune limite locale.

— Le journal *American Register*, qui paraît à Paris, publie une lettre du chirurgien anglais Thompson, expliquant les causes de la mort de Napoléon et protestant contre les comptes rendus complètement inexacts des journaux français sur la manière d'opérer; il démontre que l'opération pratiquée par lui était la seule possible dans la situation.

— On lit dans la *Patrie* :
« Un nouveau navire de guerre, le transport à vapeur le *Rhin*, partira prochainement de Toulon pour Nîmes. Il prendra à son bord un convoi de condamnés ordinaires appartenant à la catégorie de ceux qui vont être dirigés sur les pénitenciers de la Nouvelle-Calédonie, en exécution de la décision qui prescrit l'évacuation du bagne de cette ville.

— L'indépendance de ces condamnés, le *Rhin* embarquera un certain nombre de transports destinés aux établissements spéciaux de la presqu'île Ducos et de l'île des Pins. L'embarquement en outre un matériel agricole considérable, plus des grains fourragères et des plantes potagères qu'on veut acclimater dans l'île. D'après les derniers renseignements que le gouvernement a reçus de Nîmes, les déportés demandent presque tous à travailler à la terre ou à des ouvrages de leurs professions. L'administration s'empresse d'acquiescer à leurs vœux et envoie dans ce but le matériel nécessaire.

Grande-Bretagne.

Les journaux de Londres discutent les chances de la dynastie napoléonienne et la signification du pèlerinage de tant de nobles bonapartistes à Chislehurst pour assister aux obsèques de Napoléon III. Le *Times* reconnaît que les hommages rendus à la mémoire de Napoléon III ont un encouragement pour le parti bonapartiste. « Les partisans des dynasties dépossédées, dit l'organe de la Cité, sont toujours enclins à espérer contre tout espoir et pourquoi les bonapartistes feraient-ils exception à cette règle ? Le dernier plébiscite en faveur d'un Bonaparte est encore si récent et pourquoi la légende napoléonienne ne pourrait-elle servir à Napoléon IV comme elle a servi à Napoléon III ? En outre, ajoute le *Times*, le parti bonapartiste est plus compact que la plupart des autres fractions politiques, ce qui est un grand avantage dans un pays comme la France, où la société a été pulvérisée par les révolutions successives. Malgré ces avantages, le *Times* ne croit pas à la possibilité d'une prochaine restauration bonapartiste. « Lorsqu'il s'agit d'une nation, dit-il, les influences qui déterminent les petites coteries de la société ne signifient pas grand-chose. Le nom de Napoléon a évidemment perdu son prestige en France. Les paysans sont devenus indifférents. Les circonstances dans lesquelles Napoléon III fut élu président et empereur n'existent plus. Le parti français n'a plus besoin d'un « sauveur », par la simple raison que l'expérience a démontré que le gouvernement actuel est parfaitement capable de diriger la révolution. La dictature est devenue absolument impopulaire en France. L'héritier de l'empereur est un enfant et le prince Napoléon est impopulaire. De tout cela, le *Times* conclut que l'impérialisme a pour longtemps disparu de la scène politique.

Le *Daily Telegraph* ne partage pas l'opinion du *Times*. Il admet que la mort de l'empereur a produit un grand changement dans la situation du parti bonapartiste, mais il croit néanmoins que M. Thiers se trompe s'il compte sur l'effacement prochain de ce parti. « Les bonapartistes, dit le journal ministériel, sont trop habiles pour laisser leurs forces. Ils savent qu'en cessant d'être une masse compacte, ils perdraient toutes leurs chances de succès et ils ont au moins un prince autour duquel tous peuvent se grouper. Le prince impérial sera certainement le chef du parti bonapartiste. Il est libre de toute responsabilité à l'égard des désastres et des calamités qui ont accablé la France. Il peut faire valoir que l'impérialisme représente un principe de gouvernement plutôt qu'un homme particulier. L'empire est basé sur la conviction qu'une grande démocratie centralisée comme la France ne peut être gouvernée ni par la république, ni par la monarchie constitutionnelle, mais uniquement par un empereur, à la fois librement élu et muni d'un pouvoir despotique. Il est fondé sur la croyance éminemment gauloise que l'Etat doit être à la fois un tuteur tout-puissant et le meilleur des administrateurs. Sans doute, le système impérialiste ne peut être appliqué que par un homme d'une certaine capacité, mais il n'est pas nécessaire que le moteur réel soit le chef apparent de l'Etat. Nous n'approuvons pas ces théories, ajoute prudemment le *Telegraph*, nous constatons seulement leur existence. Ce qui est certain, c'est que les princes et les ex-ministres réunis à Chislehurst ne renonceraient pas à l'espoir de profiter des divisions de la république.

Le *Morning Post* (whig, libéral et bonapartiste) continue son plaidoyer en faveur de la dynastie impériale. Ceux qui en France, et en Angleterre, dit-il, regardent l'empire comme une chose morte se trompent singulièrement. L'empire est aujourd'hui tout aussi vivant qu'il l'était lorsque Napoléon III habitait Chislehurst. Par son dernier plébiscite, la France a formellement accepté non-seulement l'empereur, mais encore la dynastie impériale. L'empereur est mort, la dynastie lui survit et le prince impérial occupe absolument la même position que son père. L'empire est suspendu et le gouvernement actuel de la France n'est qu'un expédient temporaire. La mission de ce gouvernement est de rétablir l'ordre et de débarrasser le pays de l'occupation allemande; lorsque ce but aura été atteint, la France songera à se donner un gouvernement définitif. Il est possible qu'elle ne choisisse pas immédiatement l'empire et qu'elle ait besoin de traverser de nouvelles crises pour comprendre la nécessité de la dynastie napoléonienne, mais le *Post* ne doute pas du succès définitif des bonapartistes et les engage à se grouper autour de Napoléon IV.

Le *Daily News* (libéral avancé) est plus sévère pour Napoléon III, et ne voit pas que la France soit tombée assez bas pour avoir besoin du remède bonapartiste. « Le culte napoléonien, dit le *Daily News*, s'est visiblement en France et, avec lui, diminuent les espérances des bonapartistes. Sans doute, les descendants de ceux qui ont été enrichis et qui ont joué un rôle sous le règne de Napoléon III, des aventuriers et des spéculateurs de toute sorte, demeurent fidèles à la cause bonapartiste, parce que son triomphe leur permet des avantages personnels qu'ils ne pourraient obtenir d'une autre manière. Mais tout cela ne constitue pas un parti semblable à celui de la légitimité et de l'orléanisme. Le bonapartisme sera une conspiration permanente. » Le *Daily News* espère, toutefois, que la disparition du prestige napoléonien en France est assez complète pour rendre cette conspiration impuissante, du moins dans l'avenir immédiat.

— On écrit de Londres au *Gaulois*, 16 janvier :
« Ce matin, un guet-apens a été tendu à

notre confrère M. de Pont-Jest, du *Figaro*, par des commandants réfugiés à Londres.

— Lissagaray a fait demander M. de Pont-Jest par deux acolytes dont l'un était Longuet, qui joua un rôle important sous la Commune, dont il a été membre avant de diriger l'*Officiel* de cette époque.

— Ces deux individus essayèrent de faire sortir notre confrère de chez lui. M. de Pont-Jest, voyant à quel il avait affaire, et se doutant du but que l'on se proposait, refusa de sortir.

— Lissagaray, qui se trouvait dans la rue, se répandit alors en injures sur la voie publique contre M. de Pont-Jest, qui dut le menacer de son revolver pour le faire cesser.

— Longuet a été arrêté par la police. Lissagaray, qui a pu s'échapper, est l'objet des plus actives recherches.

— La cause présumée de cette attaque inqualifiable est la série d'articles publiés, il y a quelque temps dans le *Figaro* par M. de Pont-Jest sur les commandants à Londres. Notre confrère a reçu de nombreux témoignages de sympathie.

Italie.

Les journaux de Naples annoncent qu'un comité se forme aussi dans cette ville dans le but de recueillir des souscriptions pour un monument à Napoléon III.

Le conseil communal de Venise a aussi voté une adresse de condoléance à l'impératrice Eugénie et à la famille impériale.

La *Nazione* publie le texte de la dépêche que la junte municipale de Florence a adressée à l'impératrice Eugénie :

« Camden Place, Chislehurst.
« Sa Majesté impériale Eugénie.
« Cette junte communale rassemblée aujourd'hui, interprétant le sentiment général, prie Votre Majesté et son auguste fils agréer condoléances respectueuses et profondément senties au nom de la population de Florence vivante émue et affligée par la perte de l'illustre bienfaiteur de l'Italie, qui l'a aidée si puissamment à acquiescer l'indépendance, et dont la mémoire restera parmi nous à jamais chère et ineffaçable.

« L'Assemblée provinciale de Milan a adressé à l'impératrice Eugénie la dépêche suivante :

« Députation provinciale de Milan, interprète de la douleur et des vœux de la province milanaise, offre respectueusement vives et profondes condoléances, à l'auguste veuve de l'homme qui naissant fraternellement, dans les périls suprêmes de la guerre, deux peuples faits pour s'aimer, a relevé par la liberté le nom italien.

Suisse.

Le Conseil d'Etat du canton de Genève vient d'adresser au Conseil fédéral la réponse suivante à la nouvelle protestation de M. Agnozzi, chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse :

« Genève, le 11 janvier 1873.
Au Conseil fédéral.
« Fidéles et chers confédérés,
« Nous avons reçu dans le temps, par votre honore lettre du 23 août dernier, la protestation de M. Agnozzi contre notre loi sur les corporations religieuses et contre notre arrêté législatif du 20 juin; plus récemment, vous nous avez communiqué la nouvelle pétition diplomatique par laquelle le même prêtre protestait contre nos arrêtés du 20 septembre et contre les mesures que nous sommes à la veille de prendre pour la réorganisation du culte catholique que la démission de M. Marilley pour le canton de Genève a mis dans un véritable état d'anarchie.

« Si nous n'avons pas cru devoir répondre à ces manifestes du représentant d'un pouvoir étranger, ce n'est pas que les arguments nous manquaient; mais nous avons trouvé si attentatoire à notre indépendance d'Etat souverain cette intervention du Saint-Siège, que le silence nous a paru être la réponse la plus digne.

« Si nous avions pris la peine de rompre ce silence, c'est été bien plutôt pour protester à notre tour contre la lettre par laquelle le saint-père, s'adressant naguère du haut de nos chaires à nos concitoyens catholiques, leur dictait leur ligne de conduite dans nos affaires intérieures.

« Nous nous sommes donc bornés à mettre ad acta les protestations du nonce et en ayant l'honneur de vous en informer.

« Nous saisissons, etc.
« Au nom du Conseil d'Etat :
« Le président,
« Signé MOISE VAUTIER.

— On lit dans la *Patrie* de Genève du 14 :
« M. Max Wirth, l'ex-directeur du bureau fédéral de statistique et le chef du patin bernois avait, parait-il, invité quelques-uns de ses amis avec leurs familles à un dernier carrousel d'adieu sur la glace, et l'Eggenmühl avait été choisi pour le théâtre de cette joute du Nord. La société se trouvait au mieux disposée et l'on était en train de s'ébattre sans soucis, lorsqu'un craquement se fit entendre; M. Max Wirth disparut sous le plancher perfide; son mari s'élança pour la ramener; il est lui-même entraîné; la glace céda sous le poids de son corps, il va rejoindre sa femme; un autre veut le secourir, il a la même sort; la confusion se met alors dans les rangs des spectateurs; chacun cherche à fuir épouvanté. Seul le ministre britannique garde encore son sang-froid; il fait des efforts surhumains pour venir en aide aux malheureux naufragés, qui se débattaient encore; mais lui-même ne tarde pas à enfoncer à son tour, et ce n'est que, grâce à la présence d'esprit d'un gardien qui accourt muni d'échelles, aussi bien qu'un peu de profond de l'étang, dans cette partie, que l'on n'a pas eu à déplorer un sinistre épouvantable. On finit par sortir de la vase toutes les victimes.

Espagne.

Madrid, 16 janvier. — *Chambre des Députés*. — Le ministre de la marine présente un projet pour l'abolition de l'inscription maritime. L'Assemblée, réunie dans ses bureaux, a nommé une commission qui devra faire un rapport sur le projet pour l'abolition de l'inscription maritime.

Les trains 15 et 17, retenus à Alsasua, ont pu arriver le 15 janvier à Zumarraga, escortés par des troupes. Ils ont mis cinq heures pour parcourir 23 kilomètres. Pendant le trajet, les carlistes ont fait feu sur le convoi; les troupes royales ont eu 2 blessés, et les carlistes 1 mort.

— Le courrier de France a manqué le 17 par suite du refus des mécaniciens de la section d'Irun de conduire le train.

— La commission chargée d'examiner le projet d'abolition de l'esclavage à Puerto-Rico est composée uniquement d'abolitionnistes.

— Une dépêche privée de New-York annonce que le colonel Melchor Agüero a réussi à débarquer, à Cuba, 2,500 fusils et une quantité considérable de poudre, de cartouches métalliques et d'armes blanches. Le bateau à vapeur qui lui a fait ce transport, *Edgar Stewart*, y était parti de Colon le 13 décembre; il a forcé les blocs sans être poursuivi par les croiseurs espagnols. La milice cubaine compte maintenant 2,500 hommes de plus, puisque ce ne sont pas les hommes, mais les armes qui lui manquaient.

DERNIÈRES NOUVELLES.

FRANCE.

On écrit de Versailles, le 17 janvier :
« Dans une entrevue que les membres de la minorité des Trente ont eue ce matin avec M. Thiers, celui-ci leur a recommandé de se montrer très conciliants et les a engagés en outre à ne pas mettre d'obstacle à la solution acceptée par le gouvernement, et dont l'ajournement pourrait inquiéter l'opinion publique.

« Le bruit que M. Thiers aurait demandé à être entendu de nouveau par la commission d'enquête du 4 septembre est démenti. Le président trouve, dit-on, que les attaques dirigées contre sa première déposition ont été réfutées d'une manière assez victorieuse par les hommes d'Etat autrichiens mis en cause par le duc de Gramont, pour qu'il n'ait pas à intervenir.

— Le *Journal de Paris* publie la note suivante sous la date du 17 :
« Hier, dans un des bureaux de l'Assemblée, M. le général Guillaumet ayant dit que nous avions trois monarchies, M. le duc de Larochefoucauld-Bisaccia a répondu que nous n'en avions qu'une, et a invoqué, à l'appui de cette déclaration, une conversation qu'il venait d'avoir avec M. le comte de Paris.

« Il est, en effet, à notre connaissance que M. le duc de Larochefoucauld-Bisaccia a fait, il y a peu de jours, une visite à M. le comte de Paris. Nous n'avons pas à rechercher les paroles mêmes qui ont pu être échangées dans cette entrevue; nous pouvons affirmer toutefois sans crainte d'être démenti, que le langage du prince, dans cette circonstance, a été identique à celui qu'il a toujours tenu dans les occasions analogues.

« Les princes d'Orléans ne soulèvent aucune compétition dynastique; il n'y a point parmi eux de prétendant au trône.

« Si un jour la monarchie devait être rétablie, elle ne pourrait l'être que par la libre volonté de la nation et sur la triple base de l'égalité civile, de la liberté politique et religieuse, et des garanties constitutionnelles.

« Dans ces conditions, l'ainé des princes de la maison de France est le représentant naturel de l'idée monarchique; en tous cas, il ne trouverait pas de compétiteur dans sa famille.

« Ces sentiments ne sont pas seulement ceux du comte de Paris; ce sont ceux du duc d'Aumale et de tous les princes d'Orléans.

ITALIE.

On lit dans le *Journal de Rome* :
« Le capitaine de frégate M. de Journal vient d'être nommé au commandement de l'*O-rénogie*, le stationnaire français à Civita-Vecchia, en remplacement de M. Briot, qui vient d'être nommé capitaine de vaisseau.

« Les instructions que va recevoir M. de Journal ont été arrêtées d'un commun accord avec le nouvel ambassadeur auprès du Vatican, et on s'est engagé à Versailles à n'y rien changer et à ne prendre aucune mesure, directe ou indirecte, en ce qui touche le Saint-Siège, avant de s'être entendu préalablement avec M. de Corcelles.

« Les officiers composant l'état-major actuel de l'*O-rénogie* vont être également changés, et l'avis à vapeur l'*Utile*, chargé de ravitailler ce bâtiment, a déjà amené à Civita-Vecchia un

lieutenant et trois enseignes de vaisseau qui doivent faire partie du nouvel état-major de la frégate.

— D'autre part on mande de Rome, 17 janvier, que M. de Corcelles a mis entre autres conditions à son acceptation de l'ambassade que les officiers de l'*O-rénogie* l'accompagneront au Vatican lorsqu'il ira présenter au pape ses lettres de créance.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :
« Nous avons dit qu'une instruction criminelle était suivie tant à Paris qu'en province contre un certain nombre d'individus inculpés d'affiliation à l'*Internationale*.

« Par suite des saisies de pièces importantes qui ont été faites sur plusieurs points, de nouvelles arrestations viennent d'être opérées, notamment à Lisieux et à Narbonne, où se trouvaient un des centres de l'association.

« Un certain nombre d'inculpés, parmi lesquels quelques-uns étaient signalés comme les principaux meneurs, se sont soustraits par la fuite aux mandats décernés contre eux.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, mardi 21 janvier.

L'assertion de plusieurs de nos journaux, qu'un accord aurait été établi dans la question du Laurium, est quant à présent dénuée de fondement, à ce qu'affirment des informations privées venant de bonne source.

Autre dépêche.
Koenigsberg, mardi 21 janvier, 1 h. après-midi.
Des navires qui viennent d'arriver rapportent que le Haïf est complètement libre de glaces. La navigation des voiliers est ouverte. A cause de l'état barométrique on craint une tempête et tous les navires stationnés dans les ports prussiens ont été avertis du danger.

BOURSE DE BERLIN DU 21 JANVIER.
Cours du change.
A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 1/2 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 82 1/2 th. pour 100 r.
Prix de la demi-impériale 5 th. 16 1/4 silb.
Emprunt russe de 1862 97 1/2.
Obligations consolidées de 1870 92 1/2.
Emprunt russe 3 0/0 65 1/2.
1^{er} emprunt à lots et primes 127 1/2.
2^e emprunt à lots et primes 128 3/4.
3^e emprunt (1854) 76 1/4.
4^e emprunt (1855) 90 1/8.
Actions de la Grande Société des chemins de fer, 94 3/8.
Obligations du chemin de fer Nicolas 75 5/8.
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 87.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG.
du 9 (21) janvier.
Inscriptions 5 0/0 : 90 3/4 vend. 90 1/4 achat.
1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 152 r. vend.
2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r. vend.
Actions du ch. de fer Riga-Dunabourg 140 r. vend.
Actions du chemin de fer Dunabourg-Vitebsk 134 r. vend. 133 r. ach.
Actions du chem. de fer Rybinsk-Bolognoï 63 1/2 r. vend. 63 r. ach.
Actions du chemin de fer Baltique 80 r. vend. 79 r. ach.
Actions de la Banque de commerce de Riga 171 r. ach.

Le change vient de subir une légère réduction, sans autre cause appréciable que la faiblesse des roubles à Berlin. On s'attendait hier à voir le change descendre à 82 1/16, mais la spéculation à la Bourse est paralysée par la pénurie d'argent.

Aussi presque tous les banquiers étaient-ils vendeurs de Londres, désirant tirer à 82 1/16; les preneurs tenant ferme, les premiers ont été forcés d'accorder 82 23/32. A ce taux toutes les transactions se sont conclues. Le papier d'exportation s'est traité à 82 3/4.

L'Amsterdam s'est traité à 164 1/4, le Hambourg à 276 1/2 et le Paris à 348 3/4 et 349. Somme toute, les affaires ont été très languissantes et restreintes.

En fonds publics la situation est loin de s'être améliorée. Les transactions sont extrêmement difficiles et presque insignifiantes. Les Lots ont été plus faibles que vendredi dernier et ne trouvent d'acheteurs qu'à 150 1/2 et 151 3/4. Les Chemins russes ont en revanche

gagné 1/4 r. et ont été payés jusqu'à 138 3/4, ce qui s'explique par des achats faits en vue de l'assemblée prochaine des actionnaires. Les autres chemins sont toujours très délaissés et presque sans affaires.

Les billets de banque ont perdu 1/4 0/0 tandis que les certificats de rachat et la rente en ont gagné autant.

Les obligations consolidées de 1872 ont été payées pour compte des particuliers à 104 1/4 et les Nicolas à 109 3/4.

Le Crédit foncier mutuel est toujours offert à 107 1/2, sans acheteurs, et les obligations foncières provinciales ont baissé dans la même proportion.

Les actions des banques restent faibles et en baisse, à l'exception des Escompte et de celles de la Banque de commerce d'Odesa.

Rien de nouveau sur le taux de l'escompte; l'argent continue à être très rare.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.
Froment. A livrer en mai on demande pour saxon 14 1/2 r. et on donne 13 3/4 r., en juillet 13 r. vendeurs pour froment de Sibérie, mais les acheteurs offrent 12 r. 60 c. et à ce terme on a acheté 1,000 tch. du même à 12 r. 55 c. avec 6 r. d'arrhes.

Avoine du poids de 6 pouds. On a traité au comptant pour 10,000 tch. à 3 r. 70 c. à livrer à Reval pendant les mois de janvier, février et mars. Pour livraison en mai on demande de 4 r. à 4 r. 20 c., on offre 3 r. 90 c. et on a vendu 5,000 tch. de Rjev à 3 r. 95 c. avec 3 r. d'arrhes.

Seigle. Pour l'ouverture de la navigation on a traité 84,000 tch. de provenances diverses à 6 1/2 r. en bloc, avec 4 r. d'arrhes. A livrer en mai on offre 7 1/4 r. marchandise de bon poids, on demande 7 r. 40 c.; livraison en mai jusqu'à 15 juin on a demandé 1,500 tch. du poids de 8 p. 30 l. à 7 1/4 r. avec 2 r. d'arrhes. A livrer en juin 7 1/4 r. vendeurs et 7 r. 10 c. acheteurs.

Graine de lin. Le marché est très calme. On offre pour marchandise sur place 13 1/2 r. et à livrer en mai de 11 r. à 13 1/4 r., mais les vendeurs demandent pour ce terme de 12 r. à 14 1/4 r.

Suif. Le marché est presque sans changement. Au comptant on donne de 43 r. à 43 1/4 r. et on demande 43 1/2 r. à 43 3/4 r.; à livrer au mois d'août 49 1/2 r. vendeurs et de 49 r. à 49 1/4 r. acheteurs avec arrhes.

Chaux. Le marché est plus ferme, mais sans affaires; à livrer en juillet on demande 35 r. avec 15 r. d'arrhes; on offre 34 1/2 r. avec 10 r. d'arrhes.

Vi de charbon. On a traité pour 40 tonnes de disponible à 35 r.

Esprit 40°. Au comptant sans affaires. Entre les débiteurs ont été vendus 20,000 védro à 67 1/2 c. à livrer pendant les mois de janvier à avril.

Huile de tournesol. Disponible, de 6 r. à 6 r. 20 c., selon qualité.

Huile de chènevis. Au comptant on a traité à 4 r. 30 c., les vendeurs demandent 4 r. 40 c.; en général le marché est calme. A livrer pendant les mois de juin et de juillet on offre 4 r. 70 c. et on demande 4 r. 80 c.

Beurre. Le marché est calme et sans demande; pour marchandise sur place on demande de 9 1/4 r. à 9 1/2 r. selon le paiement.

A livrer en août on offre 9 r. et on demande 9 1/4 r. avec 1 r. d'arrhes.

Pétrole. On a acheté 4,000 barils de disponible de 3 r. 35 c. à 3 r. 40 c. et à ce prix on peut acheter.

Coton. On a traité pour 50 balles d'Amérique à 12 1/4 r. marchandise sur place et les vendeurs demandent ce prix; l'Orléans a été offert à 12 1/2 r. jusqu'à 12 3/4 r.; l'ouverture de la navigation. On demande pour l'Orléans 12 1/4 r. et pour l'Américain 12 r.

Indigo. On a acheté 9 caisses de Bengale, disponible, à 110 r. le poud.

Faits divers.
Pendant l'incendie qui vient de réduire en cendres le célèbre musée Baraam à New-York, le compartiment renfermant la ménagerie a été le théâtre d'une scène à la fois terrible et émouvante. D'après les détails du sinistre donnés par le *Herald*, il semblerait qu'il se trouvait alors une centaine d'animaux, les uns féroces, les autres apprivoisés, on d'un naturel inoffensif.

Dans les cages de la ménagerie, et au fur et à mesure que le feu et la chaleur devenaient plus intenses, les bêtes devenaient graduellement de plus en plus irritées. Les ours et les tigres surtout étaient ceux qui montraient le

plus de terreur; mais c'était une terreur mêlée de rage. Ils s'élançaient avec une violence extrême sur les barreaux de leurs cages et retombaient comme des masses inertes pour bondir de nouveau contre l'infranchissable obstacle qui les arrêtait sans cesse, et les retenait captifs.

Les éléphants avaient un maintien plus composé. Ce sont deux femelles en toute leur croissance et un jeune él

